



# Conférence de haut niveau sur les voisins des voisins de l'Union européenne

L'Egypte, le Maroc, la Syrie et leurs voisins à l'heure des révolutions démocratiques arabes: Etat des lieux et répercussions régionales

**Álvaro de VASCONCELOS**, Initiative Arabe de Réforme  
*Vers un échec des révolutions démocratiques arabes?*

**Salam KAWAKIBI**, Initiative pour une Nouvelle Syrie & Initiative Arabe de Réforme  
*Le conflit syrien et ses répercussions régionales*

**Abdallah SAAF**, professeur à l'Université Mohammed V-Agdal de Rabat  
*Le Maroc en transition et son environnement régional*

**Résumé de la conférence de haut niveau, département d'études en relations internationales et diplomatiques de l'Union européenne, Collège d'Europe, Bruges, 19.9.2013**

Cette dernière conférence d'une série de six ayant eu lieu en 2012-2013, qui, avec le soutien financier de la Commission européenne, s'est consacrée aux "voisins des voisins" de l'Union européenne ([www.coleurope.eu/neighbours](http://www.coleurope.eu/neighbours)).

Le concept "les voisins des voisins" de l'UE apparaît dans une Communication de la Commission européenne de 2006 portant sur le renforcement de la Politique européenne de voisinage (PEV), et fait essentiellement référence aux pays de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie centrale (COM(2006) 726). Les conférences de haut-niveau couvrent les récentes (r)évolutions dans le voisinage européen et leur possible impact sur la région dans son ensemble.



Le recteur du Collège d'Europe, **Jörg Monar**, a accueilli les participants de la conférence, avant que **Sieglinde Gstöhl**, directrice du département d'études en relations internationales et diplomatiques de l'Union européenne, ne présente les conférenciers. Celle-ci s'est effectuée sous la présidence d' **Erwan Lannon**, Professeur au département d'études en relations internationales et diplomatiques de l'UE. Ce dernier souligne le devoir constitutionnel de l'UE de développer des relations

privilégiées avec ses voisins (art. 8 du Traité de l'Union européenne). De même, des ponts entre les pays PEV et leurs voisins ou régions avoisinantes doivent être créés. Il recommande également le besoin de reconsidérer les critères de la « démocratie approfondie », introduit par la révision de 2011 de la PEV.



Prenant la parole, **Álvaro de Vasconcelos** a présenté un aperçu des récentes évolutions dans la Méditerranée avant de se pencher plus particulièrement sur la situation en Egypte. Ces événements, avance M. de Vasconcelos, s'inscrivent dans la continuité de la vague de démocratisation, commencée en 1974 au Portugal, mais arrêtée pendant les années 2000, en raison des conséquences du 11 septembre et les politiques menées par les administrations Bush. Cette vague reprend de l'envergure et M. de Vasconcelos note

que les évènements du printemps arabe démontrent qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre la démocratie et le monde arabe, tel que cela avait été suggéré par Samuel Huntington. Il reconnaît toutefois que les transitions démocratiques dans les pays arabes connaîtront des aléas importants.

M. de Vasconcelos identifie quatre différents types de situations en Méditerranée : les pays en transition démocratique, comprenant notamment l'Egypte et la Tunisie ; les régimes qui répriment violement les transitions démocratiques tels que la Libye ou la Syrie ; les monarchies qui s'essayent aux réformes démocratiques, à l'instar du Maroc ou de la Jordanie ; et enfin, des pays où la résistance au changement reste importante, tels que l'Algérie, le Liban ou la Palestine. La péninsule arabique suit un chemin similaire dans la mesure où peu de réformes sont mises en œuvre en Arabie Saoudite, aux Emirats Arabes Unis et au Qatar. De plus, la révolution démocratique au Bahreïn, violemment réprimée grâce au soutien militaire de l'Arabie Saoudite, illustre le manque de corrélation convaincante entre monarchie et absence de révolution.

En se référant à la situation égyptienne, M. de Vasconcelos identifie quatre raisons expliquant jusqu'à présent l'échec des transitions: le rôle de l'Etat et de l'armée, la polarisation de la société entre les islamistes et les libéraux ; la distinction entre la 'légitimité révolutionnaire' (issue de la participation à la révolution) et la légitimité parlementaire (issues des urnes) ; et enfin, l'impossibilité pour les Frères Musulmans de gouverner et reformer un pays en pleine crise économique, tout en souffrant de cécité politique sur le fait que la démocratie parlementaire ne suffit pas. Tout en étant critique du coup d'Etat de l'armée dans le pays, il a indiqué que la démocratie n'était possible en Egypte qu'avec la participation des Frères Musulmans, sous peine d'un retour aux anciennes structures de pouvoir, doublé d'un abandon d'une large partie de la population égyptienne.

Selon Álvaro de Vasconcelos de grandes différences séparent la situation égyptienne de celle de la Tunisie ; tels que le rôle de l'armée, l'attitude du parti islamiste au pouvoir (Ennahda) envers le mouvement laïc et la volonté de la population tunisienne d'arriver à

un consensus. Il souligne les défis auxquels la Tunisie est confrontée actuellement. Il aborde également la situation instable des pays limitrophes, notamment la Libye et l'Algérie. De plus, il critique le rôle insuffisant de l'Union européenne et appelle à une plus grande implication européenne dans le pays.

Par la suite, dans une allocution émouvante et animée, **Salam Kawakibi** aborde le cas syrien et dénonce le rôle passif de la communauté internationale au regard du nombre sans cesse grandissant de victimes en Syrie causées par le régime de Bashir Al-Assad. Il s'attache à démythifier certaines idées reçues sur la Syrie, et questionne non seulement la nature laïque et socialiste du régime, mais également la nature de la minorité Alawite au pouvoir.

Son intervention analyse ensuite l'influence des pays voisins de la Syrie. Il insiste premièrement sur les Etats du Golfe et leur besoin d'obtenir du soutien de pouvoirs externes afin d'assurer leur stabilité. De plus, M. Kawakibi rappelle que ces Etats ne doivent pas être vus comme les seuls acteurs en présence, et que d'autres acteurs non-étatiques soutiennent et financent des groupes djihadistes en Syrie, ce que l'élite régnante ne peut contrer sans engendrer de grandes tensions au sein de leurs propres populations. Deuxièmement, malgré la distance entre Shiites et Alawites, il décrit la relation entre l'Iran et la Syrie comme étant un « mariage de commodité » mutuellement bénéfique, mais qui peut en même temps se terminer à tous moments. Il critique également la position négative de l'UE vis-à-vis de l'Iran et son refus de continuer à dialoguer avec des responsables iraniens. Le conférencier s'est ensuite tourné vers la Turquie, soutenant que les liens importants entre Présidents Erdogan et al-Assad n'étaient pas finalement suffisants pour empêcher la Turquie de se retourner contre ce dernier. M. Kawakibi regrette que la Syrie soit le seul élément de politique extérieure qui ne fasse pas consensus en Turquie, car l'opposition (CHP) instrumentalise le dossier pour attaquer le gouvernement Erdogan.

M. Kawakibi évoque également le rôle de la Russie comme soutien de longue date du régime Assad. Selon le conférencier, une raison importante qui pousse les Russes à offrir un soutien inconditionnel est la peur de la démocratie et de sa propre large communauté musulmane. Enfin, le rôle important joué par les Etats-Unis dans le conflit est évoqué. Pour lui, la véritable motivation américaine pour considérer une intervention militaire en Syrie n'est pas l'utilisation des armes chimiques dans le pays, mais l'utilisation potentielle desdites armes contre Israël. Néanmoins, il note qu'Israël est peut-être plus enclin à préserver le régime d'Assad en raison des accords assurant le respect des frontières de 1967. Salam Kawakibi conclut en indiquant que le régime al-Assad peut éventuellement crier victoire contre les rebelles à court terme. Au long terme, si la situation reste identique à celle d'aujourd'hui, la victoire pourrait revenir aux groupes djihadistes et aux extrémistes.



Le dernier conférencier à prendre la parole est **Abdallah Saaf** qui s'intéresse à la transition au Maroc. Il soutient que de nombreux changements étaient déjà à l'œuvre avant les printemps arabes. Il souligne le rôle important joué par la monarchie en répondant rapidement aux manifestants en initiant une réforme constitutionnelle qui, selon l'avis de M. Saaf, va bien au-delà des demandes des protestataires. M. Saaf reconnaît que la mise en œuvre de la nouvelle constitution engendre de multiples difficultés, surtout en prenant en compte les désaccords vivaces entre les islamistes et les non-islamistes. Il reste confiant en la possibilité du Maroc de finaliser sa transition vers une démocratie. Selon lui, le chemin suivi par le royaume n'est pas celui d'une révolution, à l'instar des autres pays de la région, mais reste en soi un processus révolutionnaire pour le pays.

M. Saaf conclue que le facteur régional est essentiel pour comprendre la situation de chacun des pays. Il fait référence, par exemple, à l'axe établit entre l'Afrique du Sud, le Nigéria et l'Algérie, et souligne que le Maroc a décidé de se concentrer politiquement et économiquement sur l'Afrique de l'Ouest. Selon M. Saaf, la distinction entre monarchies et républiques faite précédemment n'est pas des plus appropriée ; les deux catégories à retenir pour l'analyse du monde arabe sont les pays qui mettent à l'écart les islamistes (Algérie, Egypte, Syrie) et ceux qui les incluent dans le jeu politique.

Cette conférence est suivie de questions-réponses avec le public et d'une réception.

M. Alvaro de VASCONCELOS travaille actuellement à la « Arab Reform Initiative » (ARI). Il a été Directeur de l'Institut d'Etudes et de Sécurité de l'UE à Paris ( 2007-2012). Il dirigeait auparavant l'Institut d'Etudes stratégiques et internationales (IEEI) de Lisbonne, dont il a été l'un des co-fondateurs. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles portant notamment sur la PESC et les relations euro-méditerranéennes dont: « La PESC: Ouvrir l'Europe au Monde », « The European Union, Mercosul and the New World Order » et « A European Strategy for the Mediterranean ». Alvaro de Vasconcelos est Chevalier de la Légion d'Honneur (France) et « Comendador do Ordem do Rio Branco » (Brésil).

M. Salam KAWAKIBI est actuellement Directeur adjoint de ARI (arab-reform.net) et Président de l'initiative pour une nouvelle Syrie (insyria.org). Il est diplômé de troisième cycle en sciences économiques, relations internationales et sciences politiques, Chercheur associé au Centre d'Etudes et de Documentation internationale de Barcelone et Professeur associé à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. De 2000 à 2006, il a dirigé l'Institut français du Proche-Orient à Aleppo en Syrie. De 2009 à 2011, il était Chercheur principal à la Faculté de Sciences politiques de l'Université d'Amsterdam. Il est actuellement membre du Conseil consultatif de l'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée. Salam Kawakibi est l'auteur de plusieurs ouvrages tels que « Syrian Voices from Pre-Revolution Syria: Civil Society Against All Odds » et de nombreuses publications dans des ouvrages scientifiques en arabe, français, anglais, espagnol et allemand sur les sociétés civiles, les médias, les droits de l'homme, les réformes politiques, les migrations et les relations nord-sud.

M. Abdallah SAAF est Professeur à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat-Agdal au Maroc. Entre 2003 et 2006 il a été responsable de l'unité de formation et de recherche Développement politique et social, Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat, Université Mohammed V. Il a été Ministre de l'Education nationale (2000-2001), Ministre chargé de l'Enseignement secondaire et technique (1998-2000) et Doyen de la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia (1996-1998). Il est l'auteur de très nombreuses publications.